



European University Institute

EUROPEAN POLICY UNIT

In Collaboration With The  
UNIVERSITY OF STRASBOURG and  
TEPSA

E.U.I. WORKING PAPER No. 85/151

PROBLEMES CONSTITUTIONNELS ET POLITIQUES POSES EN  
FRANCE PAR UNE EVENTUELLE RATIFICATION ET MISE  
EN OEUVRE DU PROJET DE TRAITE D'UNION EUROPEENNE

by

Jacques Genton

Badia Fiesolana, San Domenico di Fiesole (FI)

February 1985

This paper may be cited as forthcoming in:  
Bieber, Jacqu , and Weiler (eds.), An Ever-Closer Union:  
A Critical Analysis of the Draft Treaty Establishing the  
European Union, in European Perspectives, Luxembourg. All rights  
reserved. No part of this paper may be reproduced in any form  
without permission of the author.

(c) European Policy Unit  
Printed in Italy in February 1985  
European University Institute  
Badia Fiesolana  
50016 S. Domenico di Fiesole (FI)  
Italy



### The European Policy Unit

The European Policy Unit, at the European University Institute, was created to further three main goals. First, to continue the development of the European University Institute as a forum for critical discussion of key items on the Community agenda. Second, to enhance the documentation available to scholars of European affairs. Third, to sponsor individual research projects on topics of current interest to the European Communities. Both as in-depth background studies and as policy analyses in their own right, these projects should prove valuable to Community policy-making.

In October 1984, the EPU, in collaboration with the University of Strasbourg and TEPSA, organised a conference to examine in detail the Draft Treaty Establishing the European Union. This Working Paper, presented at the conference and revised in light of the discussion, will appear in book form later in 1985 along with other studies of the Draft Treaty.

Further information about the work of the European Policy Unit can be obtained from the Director, at the European University Institute in Florence.





Le réalisme conduit à déclarer d'emblée que l'exercice auquel nous avons été appelés à nous livrer relève, quelque peu, en France, de la politique-fiction. En effet, le projet de Traité d'Union européenne n'inspire pas, malgré les immenses espoirs qu'il porte, l'attention qu'il mériterait.

Le combat d'un homme politique, toutefois, ne permet pas de céder au pessimisme et il convient plutôt d'envisager le sujet sous l'angle de la prospective.

Les sources écrites de réflexion utilisées pour présenter cette communication auront été peu nombreuses. Elles proviennent principalement des conclusions des Délégations du Sénat et de l'Assemblée Nationale pour les Communautés européennes (l'auteur a l'honneur de présider la première), de certaines réponses publiées au Journal Officiel, du gouvernement français, des débats devant le Parlement européen, de la campagne pour les élections européennes du 17 juin 1984 en France, et de trop rares articles publiés dans des revues spécialisées, dont les remarquables travaux du Professeur Jean-Paul Jacqué, Président de l'Université de Strasbourg III.

#### I - LES ASPECTS CONSTITUTIONNELS D'UNE EVENTUELLE RATIFICATION ET MISE EN OEUVRE DU PROJET DE TRAITE D'UNION EUROPEENNE EN FRANCE

Le projet de traité à l'égard des règles constitutionnelles soulève plusieurs interrogations, dont certaines, en l'état, ne peuvent recevoir de réponse tranchée.

##### A - LE POUVOIR DE NEGOCIER

L'article 52 de la Constitution française confie au Président de la

...



République le pouvoir de négocier (et de ratifier) les traités internationaux. Or, le Parlement européen a précisément voulu échapper à la procédure de négociation intergouvernementale en prévoyant, à l'article 82 du projet, un mécanisme original d'entrée en vigueur.

La question se pose dès lors de savoir si la procédure retenue par le Parlement européen est compatible avec les dispositions constitutionnelles françaises relatives aux traités et accords internationaux ? A cet égard, quatre observations peuvent être faites :

1. les conventions de l'organisation internationale du travail (O.I.T.) ne sont pas élaborées au sein d'un organe intergouvernemental mais dans le cadre de la compétence tripartite de l'O.I.T.. Elles sont ensuite soumises aux organes nationaux pour ratification.
2. l'existence, en général, des procédures d'adhésion destinées à permettre à un pays tiers de devenir membre d'un accord à l'élaboration duquel il n'a pas participé démontre que négociation et ratification ne sont pas indissolublement liées.
3. la "Conférence" dont le Président de la République française a annoncé la convocation ultérieure à la suite du Sommet européen de Bruxelles à la fin mars 1984 pourrait constituer, si elle se saisit du projet de traité, cette instance inter-gouvernementale de négociation. On peut même imaginer que la Conférence se saisisse d'un projet de traité déjà amendé par le Parlement européen en fonction des premières réactions des Parlements nationaux, selon la procédure voulue par lui ; ces amendements pourraient être inspirés des prises de position des gouvernements nationaux.
4. depuis le Conseil de Fontainebleau (juin 1984), le "Comité institutionnel" ("Dooge" ou "Spaak n° 2") pourrait être cette instance intergouvernementale de négociation. Il ne semble pas toutefois que le texte adopté par le Comité s'inspirera directement du Traité d'union européenne et qu'il proposera notamment de le soumettre à ratification.

#### B - L'AVIS DU PARLEMENT FRANCAIS

Par le second paragraphe de la résolution, votée également le 14 février 1984, relative au projet de traité instituant l'Union européenne, le Parlement devra recueillir auprès des Parlements nationaux les "positions et observations" que le projet aura suscitées de leur part.

Mais depuis que la procédure de résolution a disparu du droit parlementaire



de la Ve République, il n'existe pas de procédure qui permette de dégager, devant l'Assemblée Nationale et le Sénat, une majorité sur le projet de traité. La question qui se pose dès lors est de savoir comment des prises de positions - qui, de toute façon, ne pourront pas être considérées comme reflétant celles du Parlement français dans son ensemble - pourraient être formulées.

Plusieurs procédures sont envisageables :

- . les conclusions des Délégations parlementaires pour les Communautés européennes. Celle du Sénat a déposé les siennes le 5 avril 1984 (n° 120/84, rapporteur : M. Noël Berrier) ; celle de l'Assemblée Nationale le 5 juin 1984 (n° 11/84, rapporteur : M. Charles Josselin, Président de la Délégation) ;
- . des questions orales avec débat (12/13 novembre 1984) ;
- . une "mission d'information", à la demande d'une commission "Affaires étrangères ou Lois).

Mais, en tout état de cause, ces procédures ne pourront pas être conclues par un scrutin en séance publique.

#### C - LE CONTROLE DE LA CONSTITUTIONNALITE

Le droit commun est que le Conseil constitutionnel ne peut être saisi que d'une loi (article 61 de la Constitution). Mais il en va différemment des projets de loi de ratification qui peuvent, dès ce stade, faire l'objet d'un contrôle de constitutionnalité s'ils concernent un engagement international pouvant comporter une clause contraire à la Constitution (article 54 de la Constitution).

Dans ces conditions :

- . si la procédure parlementaire classique d'autorisation de ratification est utilisée (article 53 de la Constitution), le contrôle de la comptabilité du projet de traité avec la Constitution présente le risque que le Conseil constitutionnel impose la voie difficile de la révision constitutionnelle (art. 54). Sa décision vaudra "erga omnes".
- . si la procédure référendaire est choisie pour autoriser la ratification (article 11 de la Constitution ; voir infra), rien ne semble empêcher le Conseil constitutionnel de statuer sur la conformité du projet de traité à la Constitution, à condition que le contrôle intervienne avant la consultation populaire.



#### D - LA RATIFICATION PAR REFERENDUM

L'autorisation de ratifier le projet de traité d'Union européenne par la voie référendaire entre manifestement dans le champ d'application de l'article 11 de la Constitution.

D'un point de vue politique, et non plus juridique, cette procédure serait assurément le meilleur moyen de vérifier s'il existe en France ce "peuple européen" prêt à répondre à ce qui ressemble fort à l'appel d'une Assemblée constituante. Le dernier en date des référendums organisés en France avait d'ailleurs un enjeu européen (l'élargissement de la Communauté au Royaume-Uni en 1973).

Mais, outre la difficulté mentionnée ci-dessus sur le contrôle à priori de constitutionnalité du projet de traité, le choix de cette procédure nécessiterait une décision politiquement difficile et courageuse après les "péripiéties référendaires" de l'été 1984 en France.

#### E - LES TRANSFERTS DE SOUVERAINETE

La question des transferts de souveraineté de l'Etat à l'Union ne se pose qu'en cas de mise en oeuvre - encore très hypothétique - du projet de traité d'Union européenne.

Il semble que, dans les premiers temps qui suivront la ratification, des transferts de souveraineté ne devraient pas se produire puisque la philosophie générale du projet de traité est que l'Union sera, à terme, ce que les Etats membres voudront progressivement qu'elle soit.

A la vérité, des transferts de souveraineté se sont déjà produits dans le cadre des traités constitutifs : ainsi notamment du secteur agricole, du secteur commercial et du secteur des transports, qui doivent faire l'objet, d'après l'article 3 du traité de Rome (25 mars 1957), de politiques communes.

Et, de fait, c'est au moment de la décision de transfert que se poserait alors la question de la souveraineté, et non au moment de la ratification du traité d'Union.

Trois observations doivent être ici présentées :

1. d'une façon générale, l'inclusion d'une nouvelle matière dans la compétence exclusive de l'Union est le fait (article 11 du projet de traité) des organes législatifs de l'Union. Fait sur l'initiative du Conseil européen, c'est-à-dire des représentants des gouvernements nationaux, ce transfert échappera aux Parlements nationaux ; ...



2. concernant le pouvoir fiscal de l'Union, la création de nouvelles ressources propres serait également le fait des organes de l'Union. Les parlements nationaux, dont les compétences fiscales sont historiquement les plus anciennes, seraient là aussi dépossédés. Le transfert de souveraineté serait alors patent ;
3. si la politique extérieure et, partant, la politique de défense, devaient être confiées à l'Union, que resterait-il aux autorités nationales d'un domaine caractéristique de l'exercice de la souveraineté ? Il convient de souligner la position particulière de la France puissance nucléaire qui souhaite protéger son indépendance.

Ces observations doivent être examinées à la lumière de la décision rendue le 30 décembre 1976 par le Conseil constitutionnel au sujet de l'élection du Parlement européen au suffrage universel direct. Le Conseil y donne une vision restrictive des progrès de l'intégration européenne et laisse entendre qu'une constitution européenne conférant à l'Union des pouvoirs nouveaux, notamment en matière de politique étrangère ou de défense, se heurterait aux exigences constitutionnelles françaises.

- oOo -

L'article 86 du projet de traité interdit aux Etats membres d'assortir leur ratification de réserves. Cette disposition contraignante n'en favorisera pas l'acceptation.

## II - LES ASPECTS POLITIQUES D'UNE EVENTUELLE RATIFICATION ET MISE EN OEUVRE DU PROJET DE TRAITE D'UNION EUROPEENNE EN FRANCE

Le moins que l'on puisse dire, en toute objectivité, est que la ratification du projet de traité d'Union européenne suppose une singulière évolution des esprits, tant dans l'opinion publique que parmi les formations politiques. Ces dernières ont, en effet, conservé une étonnante discrétion à l'égard du projet, comme s'il les embarrassait ou comme s'il intervenait prématurément.

Quatre indicateurs peuvent être utilisés pour illustrer cette impression générale d'indifférence à l'égard du projet du Parlement européen.



A - LE VOTE ET LES EXPLICATIONS DE VOTE DES MEMBRES FRANCAIS DU PARLEMENT  
EUROPEEN, LE 14 FEVRIER 1984

Le scrutin au cours duquel fut adopté le projet de traité révéla les prises de positions suivantes de la part des représentants français. Les libéraux et les P.P.E., plus un socialiste et un D.E.P., ont approuvé le projet ; les communistes ont voté contre et les socialistes, sauf un, se sont abstenus. Les représentants D.E.P. français n'ont pas pris part au vote, sauf l'un d'entre eux.

Les explications de vote et les prises de positions antérieures donnèrent, quant à elles, les indications suivantes :

1. l'U.D.F., correspondant pour partie aux membres des groupes P.P.E. et Libéral (P.P.E. = centriste), se prononça en faveur du projet de Traité en apportant certaines observations sur l'édifice institutionnel qu'il préconise.  
Ainsi de Mme Simone Veil, qui vit dans le projet une entreprise ambitieuse et réaliste. Ses critiques de détail portèrent notamment sur le mécanisme par lequel la Commission statue souverainement, pendant la période transitoire de dix ans, sur l'exercice du droit de veto au sein du Conseil par les différents Etats membres.  
Ainsi également du Président Edgar Faure qui, dans une intéressante improvisation, déplora que le projet n'aille pas assez loin et réclama la création sans attendre d'une présidence élue de l'Union ...
2. le R.P.R., c'est-à-dire les membres du groupe D.E.P., affirma sa fidélité à l'idée de l'Union européenne mais contesta la voie institutionnelle choisie pour la mettre en oeuvre. Dénonçant le caractère inadapté, irréaliste et inopportun du projet, le président du groupe D.E.P. contesta en outre la légitimité de la vocation constituante que le Parlement européen avait cru se trouver. Peut-on prévoir aujourd'hui que cette question serait un motif de divergence profonde entre les groupes de l'opposition actuelle en France.
3. les socialistes français rappelèrent leur attachement à la construction européenne mais dénoncèrent le projet de traité comme un texte hors du temps et étranger à une réalité politique qui appellerait au contraire une attitude d'efficacité. Craignant que la démarche institutionnelle constitue un alibi, et préférant les réalisations concrètes aux idées, même généreuses, le porte-parole des socialistes français demanda que la priorité soit donnée à l'"Europe du quotidien" ou à l'"Europe du possible".  
Le volet institutionnel sera alors le complément ou l'achèvement d'une

...



démarche pragmatique menée avec patience et ténacité. Quelle serait la position du Parti Socialiste après les déclarations de M. François Mitterrand à Strasbourg ?

4. Les communistes français exprimèrent le point de vue que les traités actuels offraient des potentialités inexploitées et qu'il convenait de se défier d'une affirmation volontariste sans lendemain. Préférant un pragmatisme efficace à un idéalisme respectable, ils déclarèrent opter pour un changement de politique plutôt que d'institutions (ce qui d'ailleurs est la manifestation d'un revirement assez surprenant du P.C. à l'égard des traités de Rome).

#### B - LA CAMPAGNE DES ELECTIONS EUROPEENNES DU 17 JUIN 1984

Tous les observateurs de la vie politique française s'accordent à dire que le projet de traité d'Union européenne a été très rarement évoqué par les candidats aux élections européennes du 17 juin 1984.

Seule la liste E.R.E. (Entente Radicale Ecologiste), conduite par MM. Doubin, Stirn et Lalonde, avait mis le projet au centre de son argumentaire de campagne ; la médiocrité de son score (3,3 % des suffrages exprimés) incline à penser que le thème de l'Union européenne n'était guère "porteur".

En réalité, les thèmes proprement européens ont été notoirement absents de la campagne pour les élections européennes, à l'exception de certaines "petites" listes. Tout s'est passé comme si les "grandes" listes étaient d'abord préoccupées par des enjeux de politique interne.

#### C - LE DISCOURS DE M. FRANCOIS MITTERRAND, EN SA QUALITE DE PRESIDENT EN EXERCICE DU CONSEIL EUROPEEN, DEVANT LE PARLEMENT EUROPEEN A STRASBOURG LE 24 MAI 1984

Le discours prononcé à Strasbourg le 24 mai 1984 par le Président de la République française fut interprété par nombre d'observateurs comme une approbation spectaculaire du projet de traité.

Les commentaires qui suivirent un discours considéré à bon droit comme important doivent cependant être singulièrement nuancés, sans aucun esprit polémique.

Tout d'abord, le Président français a cité, pour expliquer comment il entendait relancer la construction européenne, la "déclaration solennelle" de Stuttgart (juin 1983) tout autant que le "projet Spinelli". Or, on se souvient que les objectifs de la déclaration de Stuttgart sont incomparablement moins ambitieux



que ceux du projet de traité et il existe dès lors une ambiguïté sur le moyen exact qui serait retenu pour favoriser l'émergence d'une Europe politique.

Ensuite, les références aux traités existants et aux possibilités inexploitées qu'ils offrent, ont été nombreuses ; elles retirent en toute logique sa justification au recours à un système institutionnel nouveau. Le Président français concluait, l'une de ses périodes oratoires sur les questions institutionnelles par la phrase suivante : "C'est pourquoi il est indispensable de consolider le principal Traité qui lie les pays européens entre eux et constitue leur loi fondamentale, le Traité de Rome".

Enfin, si M. François Mitterrand a évoqué le projet de traité dans des termes élogieux, il n'a pas déclaré qu'il l'approuvait en l'état, ni dans l'immédiat. Affirmant que, "à situation nouvelle doit correspondre un traité nouveau", le Président français a rappelé qu'un "Traité nouveau ne sautait se substituer aux traités existants, mais les prolongerait dans les domaines qui leur échappent". Or, une étude approfondie du "projet Spinelli" démontre qu'il n'est guère de coexistence possible entre les institutions issues des traités actuels et celles qui figurent dans le projet de traité. En outre, c'est l'inspiration du projet de traité, et non le projet lui-même qui, dans le discours du Président de la République française, convient à la France. Celle-ci est disponible pour entreprendre la construction de l'Europe politique, mais pas nécessairement par les voies et moyens inscrits dans le projet du Parlement européen.

#### D - LA VIE POLITIQUE DEPUIS 1945

Des constantes existent dans la vie politique française depuis 1945 à l'égard des projets tendant à faire progresser l'intégration européenne.

Traditionnellement, les courants issus du gaullisme leur sont hostiles ou, dans certains cas, sont simplement réservés à leur égard. Les formations d'extrême gauche leur sont ouvertement opposées. A l'inverse, les familles de pensée appartenant à la démocratie chrétienne et à la social-démocratie leur sont favorables et ont constamment démontré leur attachement à l'idée de la construction européenne.



C'est dire que, paradoxalement, l'attitude vis-à-vis de l'Europe ne correspond pas au clivage gauche-droite de la société politique française. Cette observation vaut pour les formations politiques les unes vis-à-vis des autres, mais également pour les composantes internes à chaque formation. Car des divergences d'appréciation existent au sein de chaque formation politique, à l'égard de l'idée européenne.

Dans l'opinion, la faible participation électorale aux scrutins intéressant l'Europe (référendum de 1972, élections européennes de 1979 à 1984) démontre le peu de cas que les électeurs français font des affaires de la Communauté. Les partis politiques portent une grande part de responsabilité dans ce phénomène.

Quant à savoir si la mise en oeuvre du projet de traité d'Union européenne ferait apparaître de nouvelles formations ou susciterait des alliances politiques inédites, il serait bien vain et hasardeux de faire sur ce point des "scénarios du futur".

- oOo -

Le faible écho trouvé en France auprès de l'opinion publique et des formations politiques par le projet de traité d'Union européenne, les incertitudes qu'il présente à l'égard du droit constitutionnel et les travaux confidentiels, au niveau communautaire, du Comité "Dooge" ou "Spaak" ne permettent pas de s'interroger sur les délais qui s'écouleront avant l'achèvement des procédures de ratification. Car s'il faut refuser de céder au pessimisme, il convient également de faire preuve de réalisme.

Dans l'immédiat, une attitude constructive consiste à réfléchir sur le contenu même du projet et de rechercher comment les mécanismes institutionnels qu'il comporte pourraient être améliorés. A cet égard, plusieurs suggestions pourraient être faites, comme une meilleure délimitation des secteurs de compétence attribués à l'Union ou l'attribution au Conseil européen du droit de dissoudre le Parlement européen. Les deux Délégations du Parlement français pour les Communautés européennes ont d'ailleurs l'une et l'autre souligné ces points particuliers.

Mais tel n'était pas l'objet de la présente communication.





PUBLICATIONS OF THE EUROPEAN POLICY UNIT

EUI Working Papers:

No. 139: Ørstrom Møller

Financing European Integration:  
The European Communities and the  
Proposed European Union.

No. 140: John Pinder

Economic and Social Powers of  
the European Union and the  
Member States: Subordinate or  
Coordinate Relationship?

No. 141: Vlad Constantinesco

La Repartition des Competences  
Entre l'Union et les Etats  
Membres dans le Projet de Traité  
Instituant l'Union Européenne.

No. 142: Peter Bruckner

Foreign Affairs Powers and  
Policy in the Draft Treaty  
Establishing the European Union.

No. 143: Jan De Meyer

Belgium and the Draft Treaty  
Establishing the European Union.

No. 144: Per Lachmann

The Draft Treaty Establishing  
the European Union:  
Constitutional and Political  
Implications in Denmark.

No. 145: Thijmen Koopmans

The Judicial System Envisaged in  
the Draft Treaty.

No. 146: John Temple-Lang

The Draft Treaty Establishing  
the European Union and the  
Member States: Ireland.

No. 147: Carl Otto Lenz

The Draft Treaty Establishing  
the European Union: Report on  
the Federal Republic of Germany.

No. 148: David Edward, Richard  
McAllister, Robert  
Lane

The Draft Treaty Establishing  
the European Union: Report on  
the United Kingdom.

No. 151: Jacques Genton

Problèmes Constitutionnels et  
Politiques Posés en France par  
une Eventuelle Ratification et  
Mise en Oeuvre du Projet de  
Traité d'Union Européenne

Forthcoming:

No. : Gianfranco Pasquino  
and Luciano Bardi

The Institutions and the Process  
of Decision-Making in the Draft  
Treaty.

No. : Joseph Weiler and  
James Modrall

The Creation of the Union and  
Its Relation to the EC Treaties.

No. : E.M.H. Hirsch Ballin  
Treaty

The Netherlands and the Draft

No. : Jean Dondelinger

Luxembourg and the Draft Treaty

No. : Georgios Mavros

Greece and the Draft Treaty

No. : Gustavo Zagrebelsky

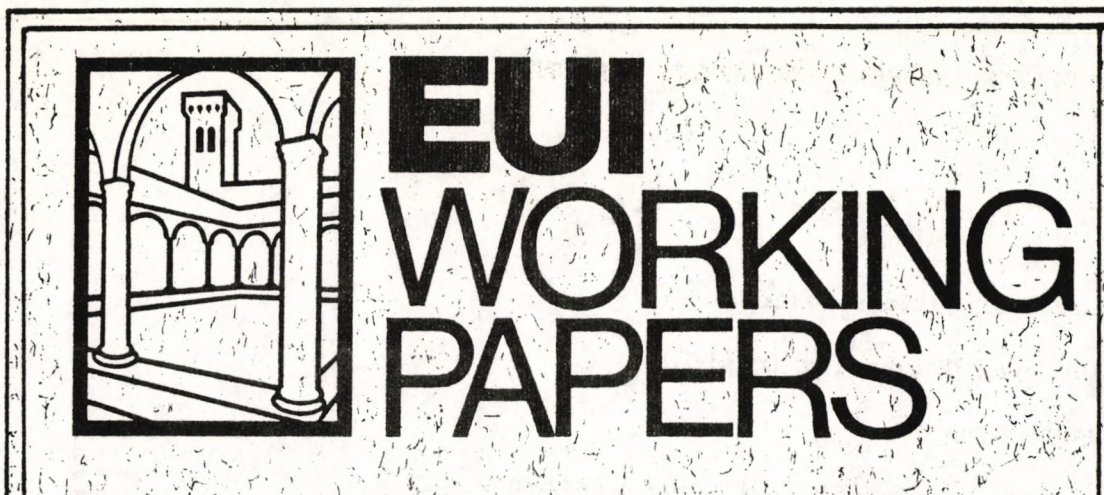
Italy and the Draft Treaty



- No. : Susan Senior-Nello EEC-East European Economic  
Relations: Industrial  
Cooperation Agreements.
- No. : Elfriede Regelsberger, European Political Cooperation:  
Philippe C. de Past, Present and Future.  
Schoutheete, Simon  
Nuttall







EUI Working Papers are published and distributed by the European University Institute, Florence.

Copies can be obtained free of charge -- depending on the availability of stocks -- from:

The Publications Officer  
European University Institute  
Badia Fiesolana  
I-50016 San Domenico di Fiesole(FI)  
Italy

Please use order form overleaf.



To :The Publications Officer  
European University Institute  
Badia Fiesolana  
I-50016 San Domenico di Fiesole(FI)  
Italy

From : Name.....  
Address.....  
.....  
.....  
.....  
.....

Please send me the following EUI Working Paper(s):

No.:.....

Author, title:.....  
.....  
.....  
.....  
.....

Date:.....

Signature:

.....





PUBLICATIONS OF THE EUROPEAN UNIVERSITY INSTITUTE

EUI WORKING PAPERS

- |   |   |
|---|---|
| 1: Jacques PELKMANS                             | The European Community and the Newly Industrialized Countries   |
| 2: Joseph H.H. WEILER                           | Supranationalism Revisited - Retrospective and Prospective. The European Communities After Thirty Years |
| 3: Aldo RUSTICHINI                              | Seasonality in Eurodollar Interest Rates  |
| 4: Mauro CAPPELLETTI/<br>David GOLAY            | Judicial Review, Transnational and Federal: Impact on Integration                                       |
| 5: Leonard GLESKE                               | The European Monetary System: Present Situation and Future Prospects                                    |
| 6: Manfred HINZ                                 | Massenkult und Todessymbolik in der national-sozialistischen Architektur                                |
| 7: Wilhelm BURKLIN                              | The "Greens" and the "New Politics": Goodbye to the Three-Party System?                                 |
| 8: Athanasios MOULAKIS                          | Unilateralism or the Shadow of Confusion  |
| 9: Manfred E. STREIT                            | Information Processing in Futures Markets. An Essay on the Adequacy of an Abstraction                   |
| 10: Kumaraswamy VELUPILLAI                      | When Workers Save and Invest: Some Kaldorian Dynamics   |
| 11: Kumaraswamy VELUPILLAI                      | A Neo-Cambridge Model of Income Distribution and Unemployment   |
| 12: Kumaraswamy VELUPILLAI/<br>Guglielmo CHIODI | On Lindahl's Theory of Distribution   |
| 13: Gunther TEUBNER                             | Reflexive Rationalitaet des Rechts  |
| 14: Gunther TEUBNER                             | Substantive and Reflexive Elements in Modern Law  |
| 15: Jens ALBER                                  | Some Causes and Consequences of Social Security Expenditure Development in Western Europe, 1949-1977    |



- |                                    |  |
|------------------------------------|--|
| 16:Ian BUDGE                       | Democratic Party Government: Formation and Functioning in Twenty-One Countries                           |
| 17:Hans DAALDER                    | Parties and Political Mobilization: An Initial Mapping   |
| 18:Giuseppe DI PALMA               | Party Government and Democratic Reproducibility: The Dilemma of New Democracies                          |
| 19:Richard S. KATZ                 | Party Government: A Rationalistic Conception   |
| 20:Juerg STEINER                   | Decision Process and Policy Outcome: An Attempt to Conceptualize the Problem at the Cross-National Level |
| 21:Jens ALBER                      | The Emergence of Welfare Classes in West Germany: Theoretical Perspectives and Empirical Evidence        |
| 22:Don PATINKIN                    | Paul A. Samuelson and Monetary Theory  |
| 23:Marcello DE CECCO               | Inflation and Structural Change in the Euro-Dollar Market  |
| 24:Marcello DE CECCO               | The Vicious/Virtuous Circle Debate in the '20s and the '70s  |
| 25:Manfred E. STREIT               | Modelling, Managing and Monitoring Futures Trading: Frontiers of Analytical Inquiry                      |
| 26:Domenico Mario NUTI             | Economic Crisis in Eastern Europe - Prospects and Repercussions  |
| 27:Terence C. DAINITH              | Legal Analysis of Economic Policy  |
| 28:Frank C. CASTLES/<br>Peter MAIR | Left-Right Political Scales: Some Expert Judgements  |
| 29:Karl HOHMANN                    | The Ability of German Political Parties to Resolve the Given Problems: the Situation in 1982             |
| 30:Max KAASE                       | The Concept of Political Culture: Its Meaning for Comparative Political Research                         |



- 31:Klaus TOEPFER  
Possibilities and Limitations of a  
Regional Economic Development Policy  
in the Federal Republic of Germany
- 32:Ronald INGLEHART  
The Changing Structure of Political  
Cleavages Among West European Elites  
and Publics
- 33:Moshe LISSAK  
Boundaries and Institutional Linkages  
Between Elites: Some Illustrations  
from Civil-Military Elites in Israel
- 34:Jean-Paul FITOUSSI  
Modern Macroeconomic Theory: An  
Overview
- 35:Richard M. GOODWIN/  
Kumaraswamy VELUPILLAI  
Economic Systems and their Regulation
- 36:Maria MAGUIRE  
The Growth of Income Maintenance  
Expenditure in Ireland, 1951-1979
- 37:G. LOWELL FIELD/  
John HIGLEY  
The States of National Elites and the  
Stability of Political Institutions in  
81 Nations, 1950-1982
- 38:Dietrich HERZOG  
New Protest Elites in the Political  
System of West Berlin: The Eclipse of  
Consensus?
- 39:Edward O. LAUMANN/  
David KNOKE  
A Framework for Concatenated Event  
Analysis
- 40:Gwen MOOR/  
Richard D. ALBA  
Class and Prestige Origins in the  
American Elite
- 41:Peter MAIR  
Issue-Dimensions and Party Strategies  
in the Irish republic, 1948-1981: The  
Evidence of Manifestos
- 42:Joseph H.H. WEILER  
Israel and the Creation of a Palestine  
State. The Art of the Impossible and  
the Possible
- 43:Franz Urban PAPPI  
Boundary Specification and Structural  
Models of Elite Systems: Social  
Circles Revisited
- 44:Thomas GAWRON/  
Ralf ROGOWSKI  
Zur Implementation von  
Gerichtsurteilen. Hypothesen zu den  
Wirkungsbedingungen von Entscheidungen  
des Bundesverfassungsgerichts



- 45:Alexis PAULY/  
René DIEDERICH  
Migrant Workers and Civil Liberties
- 46:Alessandra VENTURINI  
Is the Bargaining Theory Still an  
Effective Framework of Analysis for  
Strike Patterns in Europe?
- 47:Richard A. GOODWIN  
Schumpeter: The Man I Knew
- 48:J.P. FITOUSSI/  
Daniel SZPIRO  
Politique de l'Emploi et Réduction de  
la Durée du Travail
- 49:Bruno DE WITTE  
Retour à Costa. La Primauté du Droit  
Communautaire à la Lumière du Droit  
International
- 50:Massimo A. BENEDETTELLI  
Eguaglianza e Libera Circolazione dei  
Lavoratori: Principio di Eguaglianza e  
Divieti di Discriminazione nella  
Giurisprudenza Comunitaria in Materia  
di Diritti di Mobilità Territoriale e  
Professionale dei Lavoratori
- 51:Gunther TEUBNER  
Corporate Responsibility as a Problem  
of Company Constitution
- 52:Erich SCHANZE  
Potentials and Limits of Economic  
Analysis: The Constitution of the Firm
- 53:Maurizio COTTA  
Career and Recruitment Patterns of  
Italian Legislators. A Contribution of  
the Understanding of a Polarized  
System
- 54:Mattei DOGAN  
How to become a Cabinet Minister in  
Italy: Unwritten Rules of the  
Political Game
- 55:Mariano BAENA DEL ALCAZAR/  
Narciso PIZARRO  
The Structure of the Spanish Power  
Elite 1939-1979
- 56:Berc RUSTEM/  
Kumaraswamy VELUPILLAI  
Preferences in Policy Optimization and  
Optimal Economic Policy
- 57:Giorgio FREDDI  
Bureaucratic Rationalities and the  
Prospect for Party Government
- 59:Christopher Hill/  
James MAYALL  
The Sanctions Problem: International  
and European Perspectives



- 60:Jean-Paul FITOUSSI      Adjusting to Competitive Depression.  
The Case of the Reduction in Working  
Time
- 61:Philippe LEFORT      Idéologie et Morale Bourgeoise de la  
Famille dans le Ménager de Paris et le  
Second Libro di Famiglia, de L.B.  
Alberti
- 62:Peter BROCKMEIER      Die Dichter und das Kritisieren
- 63:Hans-Martin PAWLOWSKI      Law and Social Conflict
- 64:Marcello DE CECCO      Italian Monetary Policy in the 1980s
- 65:Gianpaolo ROSSINI      Intraindustry Trade in Two Areas: Some  
Aspects of Trade Within and Outside a  
Custom Union
- 66:Wolfgang GEBAUER      Euromarkets and Monetary Control: The  
Deutschemark Case
- 67:Gerd WEINRICH      On the Theory of Effective Demand  
under Stochastic Rationing
- 68:Saul ESTRIN/  
Derek C. JONES      The Effects of Worker Participation  
upon Productivity in French Producer  
Cooperatives
- 69:Berc RUSTEM  
Kumaraswamy VELUPILLAI      On the Formalization of Political  
Preferences: A Contribution to the  
Frischian Scheme
- 70:Werner MAIHOFFER      Politique et Morale
- 71:Samuel COHN      Five Centuries of Dying in Siena:  
Comparison with Southern France
- 72:Wolfgang GEBAUER      Inflation and Interest: the Fisher  
Theorem Revisited
- 73:Patrick NERHOT      Rationalism and the Modern State
- 74:Philippe SCHMITTER      Democratic Theory and Neo-Corporatist  
Practice
- 75:Sheila A. CHAPMAN      Eastern Hard Currency Debt 1970-83. An  
Overview



- 76:Richard GRIFFITHS      Economic Reconstruction Policy in the Netherlands and its International Consequences, May 1945 - March 1951
- 77:Scott NEWTON      The 1949 Sterling Crisis and British Policy towards European Integration
- 78:Giorgio FODOR      Why did Europe need a Marshall Plan in 1947?
- 79:Philippe MIOCHE      The Origins of the Monnet Plan: How a Transitory Experiment answered to Deep-Rooted Needs
- 80:Werner ABELSHAUSER      The Economic Policy of Ludwig Erhard
- 81:Helge PHARO      The Domestic and International Implications of Norwegian Reconstruction
- 82:Heiner R. ADAMSEN      Investitionspolitik in der Bundesrepublik Deutschland 1949-1951
- 83:Jean BOUVIER      Le Plan Monnet et l'Economie Française 1947-1952
- 84:Mariuccia SALVATI      Industrial and Economic Policy in the Italian Reconstruction
- 85:William DIEBOLD, Jr.      Trade and Payments in Western Europe in Historical Perspective: A Personal View By an Interested Party
- 86:Frances LYNCH      French Reconstruction in a European Context
- 87:Gunther TEUBNER      Verrechtlichung. Begriffe, Merkmale, Grenzen, Auswege
- 88:Maria SPINEDI      Les Crimes Internationaux de l'Etat dans les Travaux de Codification de la Responsabilité des Etats Entrepris par les Nations Unies
- 89:Jelle VISSER      Dimensions of Union Growth in Postwar Western Europe
- 90:Will BARTLETT      Unemployment, Migration and Industrialization in Yugoslavia, 1958-1977



- |  |  |
|--|--|
| 91:Wolfgang GEBAUER  | Kondratieff's Long Waves   |
| 92:Elisabeth DE GHELLINCK/<br>Paul A. GEROSKI/<br>Alexis JACQUEMIN | Inter-Industry and Inter-Temporal<br>Variations in the Effect of Trade on<br>Industry Performance                                |
| 93:Gunther TEUBNER/<br>Helmut WILLKE                               | Kontext und Autonomie.<br>Gesellschaftliche Selbststeuerung<br>durch Reflexives Recht  |
| 94:Wolfgang STREECK/<br>Philippe C. SCHMITTER                      | Community, Market, State- and<br>Associations. The Prospective<br>Contribution of Interest Governance<br>to Social Order         |
| 95:Nigel GRIFFIN   | "Virtue Versus Letters": The Society<br>of Jesus 1550-1580 and the Export of<br>an Idea  |
| 96:Andreas KUNZ  | Arbeitsbeziehungen und<br>Arbeitskonflikte im oeffentlichen<br>Sektor. Deutschland und<br>Grossbritannien im Vergleich 1914-1924 |
| 97:Wolfgang STREECK  | Neo-Corporatist Industrial Relations<br>and the Economic Crisis in West<br>Germany   |
| 98:Simon A. HORNER   | The Isle of Man and the Channel<br>Islands - A Study of their Status<br>under Constitutional, International<br>and European Law  |
| 99:Daniel ROCHE  | Le Monde des Ombres  |
| 84/100:Gunther TEUBNER   | After Legal Instrumentalism?   |
| 84/101:Patrick NERHOT  | Contribution aux Débats sur le Droit<br>Subjectif et le Droit Objectif comme<br>Sources du Droit                                 |
| 84/102:Jelle VISSER  | The Position of Central Confederations<br>in the National Union Movements  |
| 84/103:Marcello DE CECCO   | The International Debt Problem in the<br>Inter-War Period  |
| 84/104:M. Rainer LEPSIUS   | Sociology in Germany and Austria 1918-<br>1945. The Emigration of the Social<br>Sciences and its Consequences. The               |



- |  |  |
|--|--|
|  | Development of Sociology in Germany<br>after the Second World War, 1945-1967   |
| 84/105:Derek JONES                                   | The Economic Performances of Producer<br>Cooperations within Command Economies:<br>Evidence for the Case of Poland           |
| 84/106:Philippe C. SCHMITTER                         | Neo-Corporatism and the State  |
| 84/107:Marcos BUSER                                  | Der Einfluss der Wirtschaftsverbaende<br>auf Gesetzgebungsprozesse und das<br>Vollzugswesen im Bereich des<br>Umweltschutzes |
| 84/108:Frans van WAARDEN                             | Bureaucracy around the State:Varieties<br>of Collective Self-Regulation in the<br>Dutch Dairy Industry                       |
| 84/109:Ruggero RANIERI                               | The Italian Iron and Steel Industry<br>and European Integration  |
| 84/110:Peter FARAGO                                  | Nachfragemacht und die kollektiven<br>Reaktionen der Nahrungsmittelindustrie   |
| 84/111:Jean-Paul FITOUSSI/<br>Kumuraswamy VELUPILLAI | A Non-Linear Model of Fluctuations in<br>Output in a Mixed Economy   |
| 84/112:Anna Elisabetta GALEOTTI                      | Individualism and Political Theory   |
| 84/113:Domenico Mario NUTI                           | Mergers and Disequilibrium in Labour-<br>Managed Economies   |
| 84/114:Saul ESTRIN/Jan SVEJNAR                       | Explanations of Earnings in<br>Yugoslavia: The Capital and Labor<br>Schools Compared   |
| 84/115:Alan CAWSON/John BALLARD                      | A Bibliography of Corporatism  |
| 84/116:Reinhard JOHN                                 | On the Weak Axiom of Revealed<br>Preference Without Demand Continuity<br>Assumptions   |
| 84/117:Richard T.GRIFFITHS/Frances<br>M.B. LYNCH     | The FRITALUX/FINEBEL Negotiations<br>1949/1950   |
| 84/118:Pierre DEHEZ                                  | Monopolistic Equilibrium and<br>Involuntary Unemployment   |
| 84/119:Domenico Mario NUTI                           | Economic and Financial Evaluation of<br>Investment Projects; General<br>Principles and E.C. Procedures                       |



- |   |   |
|---|---|
| 84/120:Marcello DE CECCO                            | Monetary Theory and Roman History   |
| 84/121:Marcello DE CECCO                            | International and Transnational<br>Financial Relations  |
| 84/122:Marcello DE CECCO                            | Modes of Financial Development:<br>American Banking Dynamics and World<br>Financial Crises                                  |
| 84/123:Lionello F. PUNZO/<br>Kumuraswamy VELUPILLAI | Multisectoral Models and Joint<br>Production  |
| 84/124:John FARQUHARSON                             | The Management of Agriculture and<br>Food Supplies in Germany, 1944-47  |
| 84/125:Ian HARDEN/Norman LEWIS                      | De-Legalisation in Britain in the<br>1980s  |
| 84/126:John CABLE                                   | Employee Participation and Firm<br>Performance. A Prisoners' Dilemma<br>Framework   |
| 84/127:Jesper JESPERSEN                             | Financial Model Building and<br>Financial Multipliers of the<br>Danish Economy  |
| 84/128:Ugo PAGANO                                   | Welfare, Productivity and Self-<br>Management   |
| 84/129:Maureen CAIN                                 | Beyond Informal Justice   |
| 85/130:Otfried HOEFFE                               | Political Justice - Outline of a<br>Philosophical Theory  |
| 85/131:Stuart J. WOOLF                              | Charity and Family Subsistence:<br>Florence in the Early Nineteenth<br>Century  |
| 85/132:Massimo MARCOLIN                             | The <u>Casa d'Industria</u> in Bologna during<br>the Napoleonic Period: Public Relief<br>and Subsistence Strategies         |
| 85/133:Osvaldo RAGGIO                               | Strutture di parentela e controllo<br>delle risorse in un'area di transito:<br>la Val Fontanabuona tra Cinque e<br>Seicento |
| 85/134:Renzo SABBATINI                              | Work and Family in a Lucchese Paper-<br>Making Village at the Beginning of the<br>Nineteenth Century                        |



- 85/135:Sabine JURATIC Solitude féminine et travail des femmes à Paris à la fin du XVIIIème siècle
- 85/136:Laurence FONTAINE Les effets déséquilibrants du colportage sur les structures de famille et les pratiques économiques dans la vallée de l'Oisans, 18e-19e siècles
- 85/137:Christopher JOHNSON Artisans vs. Fabricants: Urban Protoindustrialisation and the Evolution of Work Culture in Lodève and Bédarieux, 1740-1830
- 85/138:Daniela LOMBARDI La demande d'assistance et les réponses des autorités urbaines face à une crise conjoncturelle: Florence 1619-1622
- 85/139:Orstrom MOLLER Financing European Integration: The European Communities and the Proposed European Union.
- 85/140:John PINDER Economic and Social Powers of the European Union and the Member States: Subordinate or Coordinate Relationship
- 85/141:Vlad CONSTANTINESCO La Repartition des Competences Entre l'Union et les Etats Membres dans le Projet de Traite' Constituant l'Union Europeenne.
- 85/142:Peter BRUECKNER Foreign Affairs Power and Policy in the Draft Treaty Establishing the European Union.
- 85/143:Jan DE MEYER Belgium and the Draft Treaty Establishing the European Union.
- 85/144:Per LACHMANN The Draft Treaty Establishing the European Union: Constitutional and Political Implications in Denmark.
- 85/145:Thijmen KOOPMANS The Judicial System Envisaged in the Draft Treaty.
- 85/146:John TEMPLE-LANG The Draft Treaty Establishing the European Union and the Member



- |  |   |
|--|---|
|  | States: Ireland   |
| 85/147:Carl Otto LENZ                                      | The Draft Treaty Establishing the European Union: Report on the Federal Republic of Germany |
| 85/148:David EDWARD/<br>Richard MCALLISTER/<br>Robert LANE | The Draft Treaty establishing the European Union: Report on the United Kingdom              |
| 85/149:Joseph J. M. VAN DER VEN                            | Les droits de l'Homme: leur universalite' en face de la diversite' des civilisations.       |
| 85/150:Ralf ROGOWSKI                                       | Meso-Corporatism and Labour Conflict Resolution   |











